

Compte rendu du Comité Social d'Administration Local du **1^{er} juin 2023**

En préambule de cette instance, une minute de silence a été observée pour nos collègues disparu.e.s de Nantes sur demande du Président, ce que nous saluons.

Dans sa déclaration liminaire (jointe), Solidaires Finances Publiques rappelle le contexte social et démocratique très tendu depuis le début de l'année. Après évocation du plan anti-fraude absolument vide de moyens, de la semaine de 4 jours sensée être expérimentée à la DGFIP, du nouveau COM qui ne présage rien de bon, Solidaires a porté notre revendicatif de rémunération et de carrière pour les agentes et agents de la DGFIP.

En l'absence de règlement intérieur (toujours pas communiqué) et de mise à disposition de la base de données sociales, Solidaires a une nouvelle fois dénoncé l'absence d'anticipation de l'administration constitutif d'un manque de respect vis à vis des agentes et agents. Et ce n'est pas parce que nous acceptons de siéger en l'absence de règlement intérieur que celui-ci doit être bâclé.

Avant d'entamer l'ordre du jour, Solidaires Finances Publiques a demandé un élargissement des droits des représentantes et représentants des personnels notamment du fait de la spécificité de l'étendue géographique de la DIRCOFI CENTRE OUEST. Cette demande a été relayée par le Président et Directeur dès le lendemain de cette instance. Une autre organisation syndicale

a demandé des précisions sur les autorisations d'absence pour participer et préparer les instances des formations spécialisées, qui ont également trouvé un écho favorable de la part de la direction.

1/ Approbation PV du CSAL du 11/01/2023

Ce PV a été approuvé à l'unanimité.

2/ RAPPORT ANNUEL d'ACTIVITE 2022 :

Sans le bilan des effectifs dont la communication a été rendue impossible suite à un dysfonctionnement du requêtage sur Sirhius. Tiens des problèmes informatiques !!

Sinon, le bilan de la sécurisation des AMR a conduit à une présentation des préconisations, et l'importance des cellules d'appui a été rappelée par une autre organisation. Solidaires a demandé des précisions sur les points de vigilance à porter à la connaissance du service de recouvrement et pourquoi utiliser la majuscule, le rouge et le surligné ? Les collègues sont-ils devenus aveugles ? Elle a également alerté sur le fait que ces mentions supplémentaires sur les 3950 et 3950 bis vont faire peser sur les vérificateurs et vérificatrices une charge supplémentaire de travail alors qu'ils ont déjà du mal à rendre les 14 affaires que leur demande la direction (et non, pas de baisse des objectifs prévue!!!). Ceci, ajouté aux anomalies de CFIR dont les

corrections ne sont même plus attendues !!
Le problème est de savoir quand les vérificateurs et vérificatrices vont trouver le temps de faire de la vérif dans tout ça !!!

SEMAPHOR : compliqué, chronophage, non approprié, décalé !!

PILAT : ben là en fait, il n'y a toujours rien !!! ou presque (pour le moment vue 360 et Galaxie, CFIR en principe cet automne ?)

CLIMAT SOCIAL : Solidaires déplore le manque de transparence de la direction dans la communication des incidents de service signalés mais ne faisant pas l'objet de fiches de signalement. En l'absence de fiches de signalement, il n'y a aucune remontée en instance de formation spécialisée et aucune analyse ne peut être réalisée par les représentantes et représentants des personnels. Si la direction, qui minimise leur nombre, ne peut pas « forcer » les agents et agentes à déposer ces fiches, elle se doit de les y inciter. Elle propose un webinaire sur le sujet mais ce n'est pas suffisant pour Solidaires. En effet, c'est sûr que dans un climat de suspicion permanente, les agentes et agents sont réticent.e.s. C'est toute une philosophie qu'il faut changer !!

Se pose également le problème du suivi de ce genre de dossiers dans le temps : qu'en sera-t-il dans 4 ou 5 ans de ces 4 dossiers identifiés à un moment donné ? Quand on sera toutes et tous parti.e.s à la retraite !!! Des propositions dans rialto ou alpage ont été faites mais demandent à être approfondies.

RETROSPECTIVE 2022

-Journée métier : pour 2023 on reste sur le volontariat. Ah oui, mais quelle en est la définition exacte ??

-Pour le FACVT réactivation en 2024 ?!! Il reste que la question des rémunérations n'est toujours pas réglée.

-Elections pro : un vote électronique avec des couacs pour lequel Solidaires a émis des réserves annexées aux résultats.

Pour autant, le fort taux de participation à la dircofi co est sans doute à analyser comme un besoin prégnant des agent.e.s à être soutenus par leurs représentant.e.s.

-Pour les réseaux, selon la Direction, le distanciel ce n'est pas idéal. Solidaires ajoute que les odj sont souvent très chargés et le nombre de participant.e.s ne facilite pas l'échange y compris en présentiel. Des pistes intéressantes y sont souvent présentées mais cela demande du temps si l'on veut s'investir correctement. Or, du temps, les agent.e.s en manquent cruellement !!

-Réunion cellule d'appui : la direction estime qu'elle ne peut pas en faire plus d'une par an. Elle est cependant très appréciée notamment des nouveaux et nouvelles collègues et source de mutualisations en matière d'organisation, de fonctionnement.

-La direction n'a pas pu nous donner d'informations sur le GT programmation patrimoniale.

-Réunion consultant.e.s financiers : sur certains réseaux ça bouge et c'est une bonne chose.

-Solidaires a par ailleurs demandé un bilan sur l'accueil des stagiaires

-Forum des métiers : problème d'attractivité !! Mais pourquoi donc ?

-Réseau interrégional dédié à la promotion de l'égalité pro et de la mixité : une e-formation est en cours, et peu de communication en a été fait à la dircofi centre ouest. A la question de Solidaires : « Peut-on connaître le nombre d'hommes et de femmes de la dircofi centre ouest qui y participent ? », la réponse est 10 membres dont 2 hommes. C'est peu non ?!

FONCTIONNEMENT DES SERVICES

Résultats CF 2022 : datamining et

régularisations, voilà les dadas de la DG à décliner en local. Avec une médiane un peu plus élevée que les dernières années, la Dircofi Centre Ouest est au Garde à vous !! Même si le cadencement est différent d'une brigade à l'autre...

Solidaires a fait remarquer que le critère CF 23 du délai de réponse est purement interne et à la marge pour les dossiers dircofi et critique son utilité, ce qui n'est pas contredit par la direction, mais... c'est un dada de la DG, alors on le garde !!

Points de vigilance :

-Solidaires attire l'attention sur le cadencement et le tx de notification très au-delà de la cible, ce qui laisse penser qu'une forte pression est exercée sur les agent.e.s par les CDS qui eux-mêmes subissent des pressions pour voir leurs objectifs atteints. Cela présage des RPS à venir importants.

-Sur le tx des conformes et AFR, Solidaires précise qu'on ne choisit pas d'en faire. En plus, ils génèrent des pièces de procédure aussi lourdes qu'avec des droits importants à cause notamment de la garantie fiscale et ont parfois donné lieu à des investigations importantes.

Pourtant, ils sont mal valorisés.

Il a été salué la montée en puissance de la BPAT forte d'une équipe solide. Bravo à eux et elles.

Programmation : Pour Solidaires, la baisse de l'auto prog des cellules d'appui n'est pas satisfaisante car on se prive de fiches souvent de qualité.

Les causes identifiées par Solidaires sont principalement la suppression des cadres C.

La progression des 3909 BCR engendre un alourdissement corrélatif des procédures et des délais.

Le lac de données a ses limites car des problèmes de fiabilité des données sont détectées, dépendant essentiellement de

données déclarées. En plus, BNDP n'est toujours pas requêtable et c'est très regrettable.

Solidaires a demandé un bilan des vérificateurs et vérificatrices sur les 3909 datamining, avec une comparaison des thésaurus mis en valeur lors des contrôles avec les données des 3909. Solidaires estime que cette montée en puissance de la programmation d'origine datamining peut être mise en corrélation avec la baisse des droits nets.

Les résultats de la cellule de régularisation ont été salués. Cependant, les listes ne sont toujours pas nettoyées et cela pèse sur les agentes concernées.

Solidaires a dénoncé le manque de personnel dont souffre la cellule ERICA ce qui engendre un problème dans l'enregistrement des CX-GR. Avec la suppression d'un rédacteur et le départ du CDS, l'avenir de cette division est incertain. Une attention particulière doit être envisagée par la direction.

Solidaires a salué particulièrement toutes et tous les agent.e.s de la div 5 pour leurs excellents résultats.

A la demande de Solidaires sur un bilan de la part des règlements d'ensemble à la dircofi centre ouest, le directeur nous a répondu qu'ils concernaient peu de dossiers, de l'ordre d'une dizaine.

Activité DIV 6 : Nous avons demandé un bilan du déménagement d'Orléans des PPI et PPC.

Sur l'analyse thésaurus représentatifs en termes de manquements délibérés, nous en avons demandé le détail. En effet, Solidaires a rappelé que l'application des manquements délibérés procède d'une appréciation de situations de faits que le vérificateur ou la vérificatrice recueille sur place. Il s'y forge son intime conviction et doit motiver l'application des pénalités.

Il y a danger quand la systématisation est mise en place.

Toute note d'actualisation devrait se faire en étroite collaboration avec les vérificateurs et vérificatrices.

Un problème de confiance est aussi sous-jacent. La réponse du directeur est qu'il y a des CDB offensifs et d'autres pas. Si une note doit être rédigée selon lui, ce doit être avec les chef.fe.s de brigade.

Dont acte, encore une fois les principales et principaux intéressé.e.s sont exclus !!

Actualité animation : Solidaires note que les délais de visa restent toujours assez longs et source de problèmes. De même, l'augmentation des RH découle selon nous de l'application de la loi ESSOC, ce qui traduit un loyalisme sans faille des agent.e.s de la dircofi co aux directives gouvernementales !! Attention, si on augmente encore les 40 %, on va encore augmenter le nombre de recours déjà en hausse !!

Les visas AAI, eux, sont en nette baisse sans véritable explication.

3/ BUDGET 2022

Il est constaté une diminution des frais de déplacements mission et Solidaires a demandé la communication de données générées. Un partenariat avec les DDFIP du Morbihan, ainsi que pour les brigades de Cholet et Angers pour l'utilisation partagée de véhicules est mis en place.

L'utilisation des véhicules de location peut être optimisée sur plusieurs jours ce qui permet de remplir la condition de kilomètres exigée. Solidaires aurait préféré la suppression de cette condition.

Solidaire a rappelé que des problèmes de stationnement des collègues freinent leur utilisation des véhicules de service, et qu'un état des lieux était judicieux.

Solidaires a également demandé une clarification des remboursements des

frais de repas, et notamment sur les justificatifs admis et sur les tickets de course pouvant justifier ces frais.

Solidaires a également demandé un état des besoins en matériel informatique, même si le marché n'est pas entre les mains de la dircofi centre ouest.

Une interrogation subsiste sur l'affectation en 2022 la part budget participatif de 2021.

4/ BILAN FORPRO

Solidaires est satisfait que le taux d'accès à la formation soit rétabli à 100 % mais émet des doutes sur la pérennité de ce taux avec l'application semaf@r. Elle demande à connaître le taux de participation genré des agent.e.s.

Solidaires salue la déclinaison locale des formations au plus près des agent.e.s et souhaite le maintien de ce niveau. Cependant, elle constate une disparité au niveau des services dont certains accusent une baisse significative du nombre d'agent.e.s formé.e.s. L'explication donnée par la direction sur le fait que certaines personnes sont installées depuis longtemps n'est pas satisfaisante. Du point de vue de solidaires, c'est à la forpro d'aller à la rencontre de ces brigades pour voir ce qui se passe. Des données générées, y compris par catégorie d'agent.e.s seraient évidemment appréciées.

Solidaires salue la formation aux concours et notamment à la sélection d'IDIV et l'EPA. La collaboration avec la DRFIP 35 est une très bonne chose, mais cela privilégie les agent.e.s de Rennes.

Concernant les Stages ILIAD, Solidaires se demande jusqu'où vont devoir aller les vérificateurs et vérificatrices dans le pavé taxation !! C'est tellement facile dans ILIAD : « taper sur T » !!

Le stage vérificateurs-trices expérimenté.e.s a nécessité l'intervention

de 13 agent.e.s animateurs-trices alors que 2 personnes l'assuraient antérieurement.

Webinaire TVA : la formule a été très appréciée, en grande partie grâce à la qualité des intervenants.

L'auto satisfecit sur les journées métiers a déjà été commenté lors du dernier CSAL. Solidaires Finances Publiques avait émis des doutes sur la pertinence des questions posées eu égard aux incohérences ressortant de ce bilan : par exemple quand seulement 44 % des agents et agentes de la journée de Tours (54 % pour Nantes) sont pour le maintien annuel alors que 90 % sont satisfait.e.s de la journée de 2022 (sauf la restauration nous a-t-on dit!!). Nous avons ré-émis le souhait que ces journées puissent se faire en co-modalité (présentiel - distanciel) afin de permettre à toutes et tous d'y participer, notamment les agent.e.s contraint.e.s d'être absent.e.s pour des raisons sanitaires.

Parcours financier : ce n'est pas parce que les besoins sont atypiques, qu'il faut les abandonner. Un état des lieux pourrait être fait et un planning communiqué plus en amont permettrait peut-être de densifier les sessions.

BAO fraude : réunion à venir, mais où en est la formation promise aux agent.e.s de ce réseau ?

On constate que les inspecteurs et inspectrices contribuent beaucoup à l'animation des stages. Il a été demandé des compensations à la hausse afin de leur permettre de meilleures conditions

d'exercice.

5/ DUERP

Solidaires a dénoncé le fait que les RPS codifiés en B et en D sont considérés comme résolus, alors qu'ils persistent même si des solutions intéressantes sont proposées.

Solidaires et une autre OS ont également dénoncé le fait que des risques identifiés par les agent.e.s mais auxquels ils et elles n'ont pas proposé de solution ont été écartés par la direction. Nous avons rappelé les obligations de l'employeur en la matière.

Sur le thème Eco-responsable, une autre organisation a dénoncé l'hypocrisie de notre administration, notamment sur le bâti. La direction a répondu que c'est le travail du Préfet !!

6/ QUESTIONS DIVERSES

Des précisions sur l'installation matérielle des 3 nouveaux inspecteurs au 1er étage ont été demandées, et il nous a juste été dit qu'il y a assez de place pour les recevoir, et que les personnes qui vont être déplacées suite aux arrivées sont d'accord.

Il nous a été annoncé l'arrivée d'un apprenti à la DIV 2 qui a un master communication organisation et à qui nous souhaitons la bienvenue.

Nous avons également évoqué le stockage du sel à Solférino.
